

## Relations industrielles Industrial Relations



### Gianaris, Nicholas V., *Modern Capitalism: Privatization, Employee Ownership, and Industrial Democracy*

Michel Nadeau

Volume 51, numéro 2, 1996

Nouveaux modèles de négociation, de résolution de conflits et de solutions conjointes de problèmes  
New Models of Negotiations, Dispute Resolution and Joint Problem Solving

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/051108ar>  
DOI : <https://doi.org/10.7202/051108ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)  
1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Nadeau, M. (1996). Compte rendu de [Gianaris, Nicholas V., *Modern Capitalism: Privatization, Employee Ownership, and Industrial Democracy*]. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 51(2), 427–429.  
<https://doi.org/10.7202/051108ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1996

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

la personne ainsi atteinte présente un risque réel de transmission du virus dans l'exercice de ses fonctions. On note aussi dans cette section que l'état du droit québécois comporte des zones grises, des incertitudes qui permettent encore de laisser cours à des préjugés sociaux, particulièrement vis-à-vis la personne porteuse du virus, mais asymptomatique. Dans la quatrième section du volume, l'auteure étudie les fondements juridiques du pouvoir administratif et disciplinaire de l'employeur en présence d'un employé séropositif ou sidéen. Elle recense diverses situations susceptibles de donner lieu à l'intervention de l'employeur et discute de la légalité de cette intervention. Qu'en est-il de la légalité des tests de dépistage du sida à l'embauche ou en cours d'emploi ? Quels sont les motifs qui peuvent justifier la mutation, la modification des tâches ou encore le congédiement d'un employé porteur ou atteint du virus du sida ? L'employeur peut-il refuser d'accorder des avantages sociaux à un employé séropositif ? Sans nécessairement apporter de réponses définitives et toujours précises à toutes ces questions, l'auteure offre certainement les données pertinentes aux solutions recherchées et soumet un point de vue bien étayé. La cinquième section du premier chapitre traite des recours que l'employé séropositif ou sidéen peut exercer à l'encontre d'une mesure administrative ou disciplinaire qui lui est imposée compte tenu de son état de santé. Cette section est brève et cons-

titue seulement un survol des recours possibles. La dernière section du premier chapitre, bien qu'elle traite de façon sommaire des droits et obligations des collègues de travail d'un employé séropositif ou sidéen, expose néanmoins clairement les bases juridiques de ces droits et obligations.

Le second chapitre, qui constitue la dernière partie du volume, présente des moyens qui, selon l'auteure, devraient être envisagés dans l'avenir pour favoriser la reconnaissance, ainsi que la protection des droits des personnes confrontées au sida dans leurs relations de travail, tout en minimisant la propagation du virus. Ainsi, l'auteure discute, à l'aide d'une bonne revue de littérature, de la nécessité de légiférer sur cette maladie particulière, de la nécessité d'informer le public et de la nécessité pour l'employeur d'élaborer et d'implanter une politique relative au sida.

En somme, l'étude rédigée par Sylvie Grégoire constitue sûrement un document de références très utile et aussi une lecture enrichissante pour toute personne qui s'intéresse de près ou de loin à la problématique du sida en milieu de travail. À la fois descriptive et analytique, cette étude juridique vient enrichir la littérature sur un sujet qui commence seulement à être exploré.

DIANE VEILLEUX  
Université de Montréal

***Modern Capitalism: Privatization, Employee Ownership, and Industrial Democracy***

par Nicholas V. GIANARIS, Westport, Conn., Praeger, 1996, 206 p., ISBN 0-275-95241-X.

Le capitalisme moderne permet à un nombre toujours croissant de gens de devenir actionnaires. Cela stimule l'initiative et, par voie de conséquence, la productivité : c'est la voie de la démocratie économique. Telle est la thèse proposée par ce livre. Cet objectif est atteint grâce à une vague de privatisations qui déferle

sur le monde, autant dans le Tiers Monde que dans les pays capitalistes et communistes ou les anciennes dictatures totalitaires.

Le livre de Gianaris compte dix chapitres d'une vingtaine de pages chacun. L'introduction fait un survol du sujet et nous donne la vision de l'auteur face au

capitalisme moderne. Si l'on en croit ce dernier, la libre concurrence des marchés devrait amener l'expansion de l'actionnariat ouvrier, du partage des profits et de la participation des travailleurs au processus décisionnel. D'une part, cela devrait réduire la concentration de pouvoir et, d'autre part, accroître la productivité et l'harmonie dans les relations de travail. Une telle réduction des inégalités est importante au niveau éthique comme au niveau sociopolitique. En effet, si la classe moyenne gagne en importance et en influence, la démocratie ne s'en portera que mieux. Comment s'assurer toutefois que cette croissance se répartit d'une façon plus équitable ?

Le chapitre 2 tente de répondre à cette question. Pour cela il explique l'évolution du capitalisme de la Grèce ancienne jusqu'aux temps modernes, ce qui est particulièrement intéressant et instructif pour un lecteur qui n'est pas féru d'économie. Selon Gianaris, de nouvelles politiques doivent être mises en place pour atténuer les problèmes engendrés par les pertes d'emploi et les coupures de salaire occasionnées notamment par l'automatisation.

Le chapitre 3 soulève le débat entre le secteur public et le secteur privé. Il y est question du problème de la déréglementation et de la réduction du secteur public au profit du secteur privé. La politique et l'économie vont à contre-courant l'un de l'autre. En effet, le premier tend à la décentralisation et le second, à la centralisation. Il est donc important de trouver une façon de résoudre ce problème si on veut éviter un conflit entre les deux.

Les trois chapitres suivants (chapitres 4, 5 et 6) expliquent en détail les privatisations qui ont cours dans le monde, autant dans les pays industrialisés que dans les pays en voie de développement ou dans les pays communistes ou qui l'étaient jusqu'à tout récemment.

Le chapitre 7 aborde les relations patronales-syndicales et la démocratie

industrielle. L'auteur donne quelques exemples de coopération. En effet, cette dernière est d'autant plus importante aujourd'hui que la tendance est à l'automatisation et à la réduction des emplois. Pour contrer cette menace il faut aller vers le capitalisme populaire et la réduction du temps de travail, ce qui évite l'augmentation du chômage, la baisse de la demande et, par voie de conséquence, une crise économique majeure.

Le chapitre 8 nous permet de constater que l'actionnariat ouvrier et la participation au processus décisionnel peuvent contribuer à réduire les iniquités. L'auteur explique donc en détail le système d'actionnariat collectif qui prévaut aux États-Unis (E.S.O.P.) avec les bénéfices qui en découlent. Il poursuit au chapitre 9 en faisant le lien entre l'actionnariat et le capitalisme démocratique. Selon lui le partage du capital entre un plus grand nombre d'actionnaires permet de distribuer plus également la richesse et de stabiliser l'économie. À cet égard les fonds de pension et les fonds mutuels ont une influence déterminante. Par ailleurs, les fonds spéculatifs axés sur les opérations de couverture mettent en danger la stabilité du système financier compte tenu de l'importance des sommes en jeu et de l'incapacité des gouvernements à légiférer efficacement. Pour tant un nouveau système d'économie partagée serait une alternative valable au chômage et à l'inflation.

Le dernier chapitre (chapitre 10) traite de l'internationalisation du capitalisme moderne où le socialisme d'État et le libéralisme économique laissent de plus en plus la place à un nouveau système économique. Ce dernier se caractérise par une démocratisation de l'actionnariat et une participation accrue des gens au processus décisionnel d'ordre économique. De plus en plus on assiste au développement de coentreprises, à une baisse des barrières tarifaires et à la formation de blocs économiques et politiques. Le rapprochement d'États, comme dans l'Union européenne, permet de réduire

l'écart des salaires et pave la voie à leur réduction. Trois blocs économiques principaux existent, à savoir les États-Unis, le Japon et l'Union européenne. Si ces blocs sont complémentaires au niveau du commerce international ils contribueront à l'augmentation du bien-être global. Par contre, s'ils constituent des forteresses protectionnistes ils ne feront qu'entraver le développement.

La thèse développée par l'auteur est attrayante surtout pour un humaniste. Elle est alimentée par une abondante recherche qui nous donne une foule d'exemples précis et quantifiés tant au niveau des privatisations que des entreprises appartenant aux travailleurs ou à la valeur des fonds mutuels. Elle est aussi agrémentée de certaines équations qui devraient être appréciées surtout par les économistes. À mon point de vue, la principale faiblesse de ce livre est que la thèse de l'auteur relève surtout de la théorie. De ce fait, elle n'explique pas tout. Certes, de plus en plus de gens possèdent des actions, mais est-ce qu'un

portefeuille médian de 13 500 \$ pour un homme et de 7 200 \$ pour une femme en 1990 (p. 162) est suffisant pour créer la richesse et susciter la motivation ? Il aurait été intéressant que l'auteur mentionne les données relatives au partage de la richesse. En effet, n'entendons-nous pas régulièrement que le fossé entre les riches et les pauvres s'accroît ? que les premiers sont de plus en plus riches et les seconds de plus en plus pauvres ? Malgré cette lacune, qui ne nous convainc pas nécessairement de la thèse de l'auteur, c'est un livre intéressant qui se lit bien et qui nous donne un bon portrait de l'évolution économique en cours et des enjeux en présence. Il a aussi le grand mérite de montrer l'évolution du capitalisme de l'Antiquité à nos jours et de proposer des pistes de solution aux problèmes économiques et sociaux que nous vivons pour éviter que nous ne retombions dans une Grande Dépression.

MICHEL NADEAU

Université du Québec en  
Abitibi-Témiscamingue

*À l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation,  
le Département des relations industrielles de l'Université Laval présente  
cet ouvrage comprenant trente-cinq textes qui traitent des jalons  
importants de l'évolution des relations industrielles au Québec*

### **LES RELATIONS INDUSTRIELLES AU QUÉBEC 50 ANS D'ÉVOLUTION**

publié sous la direction de  
Rodrigue Blouin, Jean Boivin, Esther Déom et Jean Sexton  
Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994, 842 p.  
41,73 \$, taxes incluses

En vente à la Librairie de l'Université Laval  
Pavillon Pouliot, Université Laval, Québec, Canada, G1K 7P4  
Tél. (418) 656-2320 Téléc. (418) 656-3476